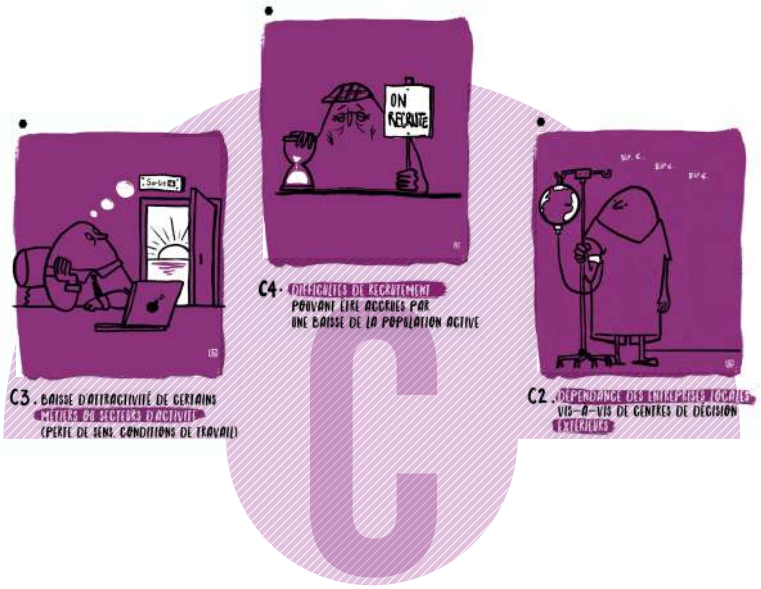
L'ATELIER DES FUTURS

Le RARRe

RAPPORT ANNUEL SUR LES RISQUES ET LA RESILIENCE 2024



RISQUES & FRAGILITÉS IMPACTANT L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Ces risques portent sur le fonctionnement des entreprises et de l'activité économique locale dépendantes vis-à-vis des marchés et centres de décision extérieurs mais aussi de leur capacité à recruter ou fidéliser la main d'œuvre.
Pour mémoire, les risques relatifs à la disponibilité des ressources et réseaux critiques (famille B) ainsi que certaines conséquences du changement climatique (cf. risque A2) peuvent aussi impacter directement l'activité économique.
Enfin, la question plus globale des capacités à changer de modèle économique est évoquée dans la famille D – Risques & fragilités impactant la capacité d'action, d'anticipation et de transformation.

C

C1 - Crise économique
C2 - Dépendance des entreprises locales vis-à-vis de centres de décision extérieurs
C3 - Baisse d'attractivité de certains métiers ou secteurs d'activité (perte de sens, conditions de travail)
C4 - Difficultés de recrutement pouvant être accrues par une baisse de la population active

RARRe

44 RISQUES ET FRAGILITÉS SYSTÉMIQUES DANS L'AIRE GRENOBLOISE

C1 CRISE ÉCONOMIQUE



Illustration : Lou Herrmann

EN BREF

Risque peu présent actuellement, mais des fragilités à surveiller.

AUJOURD'HUI

Si l'impact de la crise de 2008 a été plus important dans l'aire grenobloise que dans les autres grandes métropoles françaises, notre territoire semble être reparti sur une dynamique économique plus favorable que la moyenne des métropoles ; il a bien rebondi après la crise de la Covid-19. Inférieur à la moyenne nationale, le taux de chômage local est historiquement bas et la zone d'emploi de Grenoble se situe au 3ème rang des taux les plus bas pour les aires métropolitaines de province. En outre, le nombre de licenciements économiques baisse en 2022 (par rapport à 2021).

DEMAIN

[les -] Le poids très important de certaines filières économiques locales (numérique et micro-électronique, énergies renouvelables, mécanique-métallurgie...) est une source de fragilité potentielle si leur environnement économique se dégrade. Par ailleurs, le poids important de l'industrie et des secteurs exportateurs dans notre économie la rend potentiellement plus sensible aux crises économiques mondiales (précédent de la crise de 2008). Enfin, le tourisme de montagne et l'agriculture pourraient être fortement impactés par les conséquences du changement climatique (cf. fiche A2).

NIVEAU DE CONNAISSANCE LOCALE SUR LA SITUATION ACTUELLE ET FUTURE

0 — 6 — 10

La situation actuelle et l'impact des dernières crises sont plutôt bien renseignés grâce aux observatoires économiques et aux travaux de recherche locaux. Une connaissance prospective serait à développer sur les fragilités futures de l'économie locale.

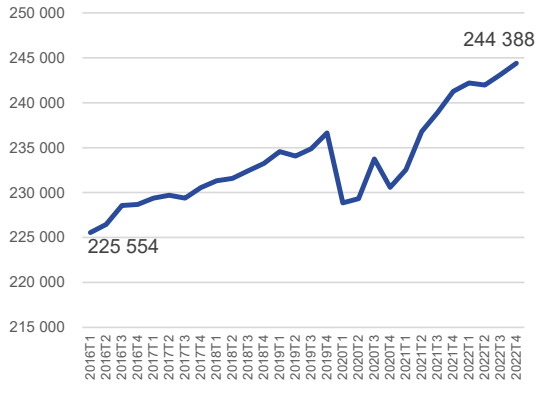
DES MANIFESTATIONS LOCALES DÉJÀ PRÉSENTES

IMPACT LOCAL DES CRISES ÉCONOMIQUES GLOBALES

- **Crise économique mondiale de 2008 : l'aire grenobloise a été plus impactée et a moins rebondi que les autres grandes métropoles françaises, avec une reprise de l'activité post-crise plus lente qu'ailleurs** – L'évolution de l'emploi privé entre 2007, 2012 et 2017 en témoigne. Cette situation s'explique notamment par le poids de l'industrie et des secteurs exposés à la concurrence internationale et par une faiblesse relative des activités économiques dites « présentielles » (réponse aux besoins des habitants et des touristes) et « d'intermédiation » (réponse aux besoins des entreprises locales) [1]. Pour autant, cette analyse fondée sur l'emploi salarié privé doit être relativisée au regard de l'importance de l'emploi public sur notre territoire qui joue le rôle d'un amortisseur de crise. Par ailleurs, au pic de la crise de 2008, le taux de chômage local au sens du BIT (8,5 % dans la zone d'emploi de Grenoble, 8 % dans celle de Voiron) restait nettement inférieur à la moyenne nationale (plus de 10 %) [3] .

- **Crise sanitaire Covid-19 : l'aire grenobloise semble mieux rebondir que la moyenne des 21 métropoles françaises et a retrouvé son rythme de création d'emplois post-crise** – L'évolution de l'emploi salarié privé montre un rebond rapide à la suite de la crise de la Covid et un rythme de création d'emplois supérieur à la moyenne des 21 zones d'emploi métropolitaines françaises sur l'année 2021 ainsi qu'entre le 4ème trimestre 2021 et le 4ème trimestre 2022. Plus largement, le territoire a retrouvé la trajectoire de création d'emplois engagée depuis 2016. [2] [3]

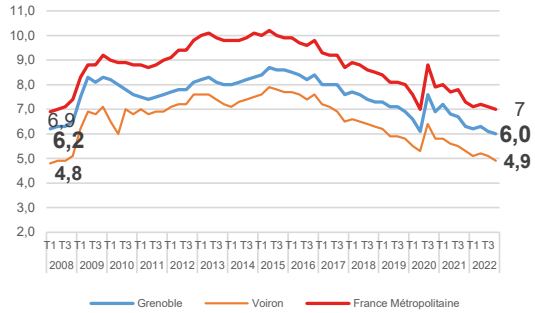
Evolution trimestrielle de 2016 à 2022 de l'emploi salarié privé



Source : ACOSS-URSSAF, Séries trimestrielles des effectifs salariés du secteur privé

Ces bons résultats se retrouvent dans les chiffres du chômage. Au troisième trimestre 2022, le taux de chômage au sens du BIT (6 % dans la zone d'emploi de Grenoble, 4,9 % dans celle de Voiron contre 7 % en moyenne nationale) est historiquement bas. La zone d'emploi de Grenoble se situe au troisième rang national des grandes métropoles de province présentant le plus faible taux de chômage. Il en résulte des difficultés de recrutement dans certains secteurs. [3]

Evolution 2008-2022 du taux de chômage



source : INSEE, taux de chômage trimestriel localisé (zone d'emploi) au sens du BIT.

Données à l'échelle des zones d'emploi de Grenoble et de Voiron [3] .

SECTEURS D'ACTIVITÉ OU GRANDS EMPLOYEURS LOCAUX EN DIFFICULTÉ

À l'échelle de l'aire grenobloise, le nombre de licenciements économiques est plus bas en 2022 qu'en 2021 [3]. Toutefois, la presse locale relaie des **difficultés dans certaines filières agricoles** (ex. nuciculture) **ainsi que dans le bâtiment et les travaux publics**.

Par ailleurs, **entre 2019 et 2022, le chiffre d'affaires hors inflation des commerces de proximité a progressé moins vite dans l'aire grenobloise (+0,5 %) qu'en moyenne nationale (+1,6 %)** [3].

LA PRESSE EN PARLE

La presse relaie notamment les difficultés des commerces de proximité et de centre-ville, du bâtiment et des travaux publics, de la filière nucicole (noix de Grenoble). Les difficultés de certaines entreprises locales (comme le groupe Go Sport, dont le siège est à Sassenage) sont également évoquées.

DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Le précédent de la crise de 2008 souligne la sensibilité de l'économie locale à la conjoncture mondiale notamment en raison de la présence de filières exportatrices [1].

En outre, l'économie locale est marquée par la sur-représentation de certaines filières (numérique et micro-électronique, énergies renouvelables, mécanique et métallurgie, chimie-environnement, santé et med-tech…) [4] et par la présence de très gros employeurs comme STMicroelectronics (7 000 salariés dans l'aire grenobloise en 2022 [2]). C'est une fragilité potentielle en cas de conjoncture défavorable pour eux.

DES INTERACTIONS AVEC D'AUTRES RISQUES

Les **tensions sur l'usage du foncier (B5)** se manifestent déjà par une pénurie de foncier disponible pour l'accueil des entreprises.

Le tourisme de montagne et l'agriculture pourront être de plus en plus impactés par les **conséquences du changement climatique (A2)**.

Les **tensions sur la ressource en eau (B1)** pourraient peut-être à (long) terme impacter des entreprises grosses consommatrices de cette ressource (STMicroelectronics, Soitec, plateformes chimiques…).

L'aire grenobloise est également marquée par l'importance de l'emploi public, y compris dans ses secteurs d'excellence liés à la recherche. Elle est donc potentiellement exposée au **risque de réduction des moyens affectés aux acteurs publics (D1)**.

SOURCES

[1] Magali Talandier / Agence d'urbanisme, *La région grenobloise, un système économique singulier, synthèse de l'étude*, avril 2019, www.aurg.fr.

[2] Grenoble Alpes, *Conjoncture économique région Grenoble-Alpes*, N°4 – Bilan 2021 et premier semestre 2022, décembre 2022, www.investingrenoblealpes.com.

[3] Grenoble Alpes, *Conjoncture économique région Grenoble-Alpes*, N°5 – juin 2023, www.investingrenoblealpes.com.

[4] Grenoble Alpes Métropole, *La Stratégie économique Grenoble Alpes 2030*, novembre 2022, www.grenoblealpesmetropole.fr.

RARRe

44 RISQUES ET FRAGILITÉS SYSTÉMIQUES DANS L'AIRE GRENOBLOISE

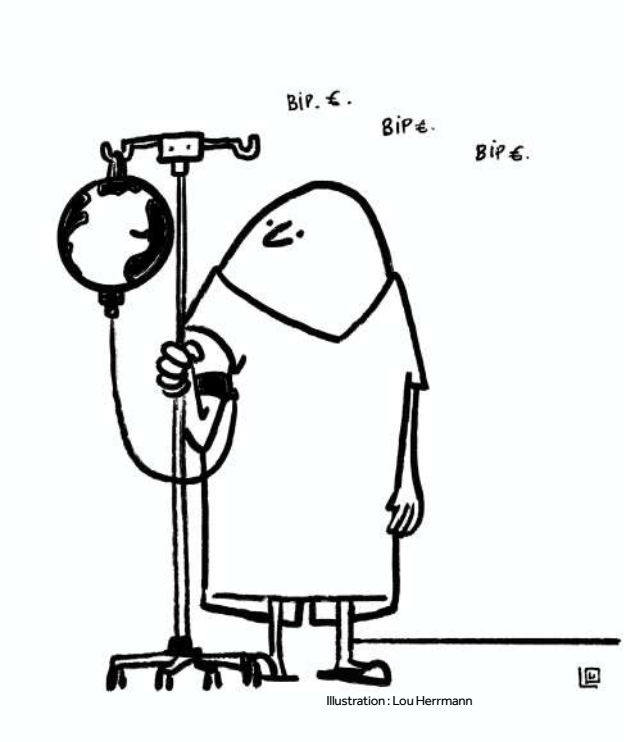


Illustration : Lou Herrmann

C2

DÉPENDANCE DES ENTREPRISES LOCALES VIS-À-VIS DE CENTRES DE DÉCISION EXTÉRIEURS

EN BREF

Risque peu présent actuellement, mais des fragilités à surveiller.

AUJOURD'HUI

19 % des salariés de la zone d'emploi de Grenoble travaillent dans une entreprise sous contrôle étranger, ce qui est nettement supérieur à la moyenne nationale. Ces entreprises étrangères sont très présentes dans l'industrie. Cela peut représenter une fragilité potentielle notamment pour les secteurs d'activité les plus exposés à la concurrence internationale. A contrario, de nombreuses entreprises (étrangères ou non) confortent leur implantation locale avec d'importants investissements récents ou en cours dans leurs sites industriels, de recherche ou leurs sièges régionaux).

DEMAIN

[les -] La tendance à l'internationalisation de l'économie et à l'augmentation du nombre d'entreprises contrôlées par des acteurs extérieurs à l'aire grenobloise devrait se poursuivre.

NIVEAU DE CONNAISSANCE LOCALE SUR LA SITUATION ACTUELLE ET FUTURE

0 — 3 — 10

Si des études existent sur les établissements rattachés à une entreprise majoritairement contrôlée par des capitaux étrangers, le RARRe n'a pas identifié de données permettant d'identifier les établissements rattachés à une entreprise dont le siège social se situe en dehors de la région grenobloise. Par ailleurs, il n'a également pas identifié d'études prospectives sur les fragilités du système économique local du fait de ses dépendance vis-à-vis de capitaux étrangers ou de financements publics nationaux.

DES MANIFESTATIONS LOCALES DÉJÀ PRÉSENTES

L'aire grenobloise est marquée par une forte présence d'entreprises étrangères. En 2018, 19 % des salariés de la zone d'emploi de Grenoble travaillaient dans une entreprise sous contrôle étranger, contre 13 % en moyenne nationale et 16 % dans les zones d'emploi de Paris et de Lyon [4]. Ces entreprises sous contrôle étranger sont particulièrement présentes dans le secteur de l'industrie avec notamment ST-Microelectronics, Caterpillar, Becton-Dickinson, HP, General Electrics... [5]. Cela peut représenter une fragilité potentielle notamment pour les entreprises les plus exposées à la concurrence internationale (cf. fiche C1 : notre territoire a été plus touché et s'est moins relevé de la crise financière de 2008 notamment en raison du poids de l'industrie).

La presse locale relaie ponctuellement les difficultés d'établissements locaux suite à leur rachat par des investisseurs ou des groupes extérieurs au territoire. Ou encore d'établissements locaux appartenant à des groupes internationaux, menacés de fermeture ou concernés par des plans sociaux. À titre d'exemple, les difficultés ayant touché l'usine Ferropem (leader mondial de la production de silicium, filiale du groupe Ferroglobe) à Livet-et-Gavet, un temps menacée de fermeture en 2021 [1] ; l'ex-site Alsthom-Hydro avec un plan social suite à son rachat par General Electrics [2] ou encore, la clinique mutualiste fragilisée financièrement depuis son rachat par le groupe Avec [3].

A contrario, de nombreuses entreprises d'envergure nationale ou internationales confortent leur implantation locale avec d'importants investissements récents ou en cours sur leurs sites industriels (ex. ST-Microelectronics, Soitec...), de recherche et développement (ex. Schneider Electrics, Atos, Orange Labs...) ou leurs sièges sociaux régionaux (ex. Crédit Agricole, Caisse d'Epargne). Ce notamment pour profiter des synergies existantes avec les universités, grandes écoles, centres de recherches, startups et autres filières de l'innovation à Grenoble. Ainsi que de l'accompagnement proposé par les acteurs locaux, ou encore de certaines ressources propres à notre territoire (ex. eau de grande qualité pour la fabrication de puces électroniques). Par ailleurs, Grenoble est la première métropole de province pour les levées de fonds en faveur des startups [6].

Plus largement (cf. fiche C1), l'économie locale apparaît actuellement en bonne santé au regard des indicateurs de progression de l'emploi salarié privé et de recul du chômage, actuellement à un point bas historique.

LA PRESSE EN PARLE

La Presse relaie régulièrement des rachats d'entreprises locales par des grands groupes ou des décisions d'investissements de ces derniers sur notre territoire. Elle documente parfois les difficultés d'entreprises locales à la suite de leur rachat par des groupes extérieurs. Le dernier exemple en date est le rachat de la clinique mutualiste par le groupe Avec.

DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Le RARRe n'a pas identifié d'études prospectives sur la dépendance de l'économie locale vis-à-vis de centres de décision extérieurs et ses conséquences potentielles à terme. Le mouvement général d'internationalisation de l'économie et des flux financiers devrait conduire à l'augmentation du nombre d'entreprises locales sous contrôle étranger ou extérieur.

DES INTERACTIONS AVEC D'AUTRES RISQUES

La forte internationalisation de l'économie grenobloise la rend potentiellement plus fragile en cas de crise économique mondiale (C1). Cf. précédent de la crise économique de 2008.

SOURCES

[1] « Ferropem : le PSE levé concernant le site de Livet-et-Gavet », *Ici* (*par France Bleu et France 3*), 15 novembre 2021, www.francebleu.fr.

[2] « General Electric Hydro à Grenoble : à contrecœur, le plan social signé par les syndicats », *Ici (par France Bleu et France 3)*, 19 mai 2018, www.francebleu.fr.

[3] « À Grenoble, la prestigieuse clinique mutualiste est dans la tourmente », *Ici (par France Bleu et France 3)*, 17/06/2022 www.francebleu.fr et « La justice nomme deux administrateurs judiciaires pour la clinique mutualiste de Grenoble », *Ici (par France Bleu et France 3)*, 23 mai 23, www.francebleu.fr.

[4] Insee, « Les emplois contrôlés par des firmes étrangères se concentrent au Nord-Est et dans les métropoles », *Insee Première* N°1877, www.insee.fr.

[5] OBS'y, *Grenoble, métropole citoyenne du monde L'internationalisation du territoire*, mars 2016.

[6] Grenoble-Alpes Métropole, *La Stratégie économique Grenoble Alpes 2030*, novembre 2022, www.grenoblealpesmetropole.fr.

RARRe

44 RISQUES ET FRAGILITÉS SYSTÉMIQUES DANS L'AIRE GRENOBLOISE

C3

BAISSE D'ATTRACTIVITÉ DE CERTAINS MÉTIERS OU SECTEURS D'ACTIVITÉ (PERTE DE SENS, CONDITIONS DE TRAVAIL)



Illustration : Lou Herrmann

EN BREF

Risque déjà là, susceptible de s'aggraver dans le futur.

AUJOURD'HUI

L'enquête IBEST 2018 souligne que 30 % des actifs de la métropole grenobloise sont insatisfaits de leur emploi (rémunération et conditions de travail) et sont particulièrement exposés à la précarité financière et au stress dans leur vie quotidienne. Inversement, 35 % des actifs se déclarent épanouis dans leur travail et 35 % se jugent mal payés mais satisfaits de leurs conditions de travail. Par ailleurs, les données nationales appellent à relativiser l'idée d'une grande démission des salariés à la recherche de sens ou de meilleures conditions de travail : le taux de démission est corrélé à la situation du marché de l'emploi et malgré son augmentation depuis 2015, il n'a pas encore retrouvé le niveau d'avant la crise économique de 2008.

DEMAIN

[les -] Les travaux prospectifs à l'échelle nationale soulignent que la dualisation croissante du marché du travail entre actifs protégés et précarisés est une tendance lourde installée depuis plusieurs années. Ils soulignent également que la recherche d'un travail porteur de sens et en adéquation avec ses valeurs personnelles constitue une tendance émergente. L'aire grenobloise, fortement marquée par des emplois de cadres ou d'ingénieurs, pourrait être particulièrement exposée à cette dernière tendance.

NIVEAU DE CONNAISSANCE LOCALE SUR LA SITUATION ACTUELLE ET FUTURE

0 1 10

Ce risque commence à être documenté à l'échelle nationale mais le RARRe n'a pas identifié d'études portant sur cette question à l'échelle de l'aire grenobloise. Toutefois, l'enquête IBEST 2018 permet de cerner le niveau de satisfaction des habitants de Grenoble-Alpes Métropole vis-à-vis de leur travail.

DES MANIFESTATIONS LOCALES DÉJÀ PRÉSENTES

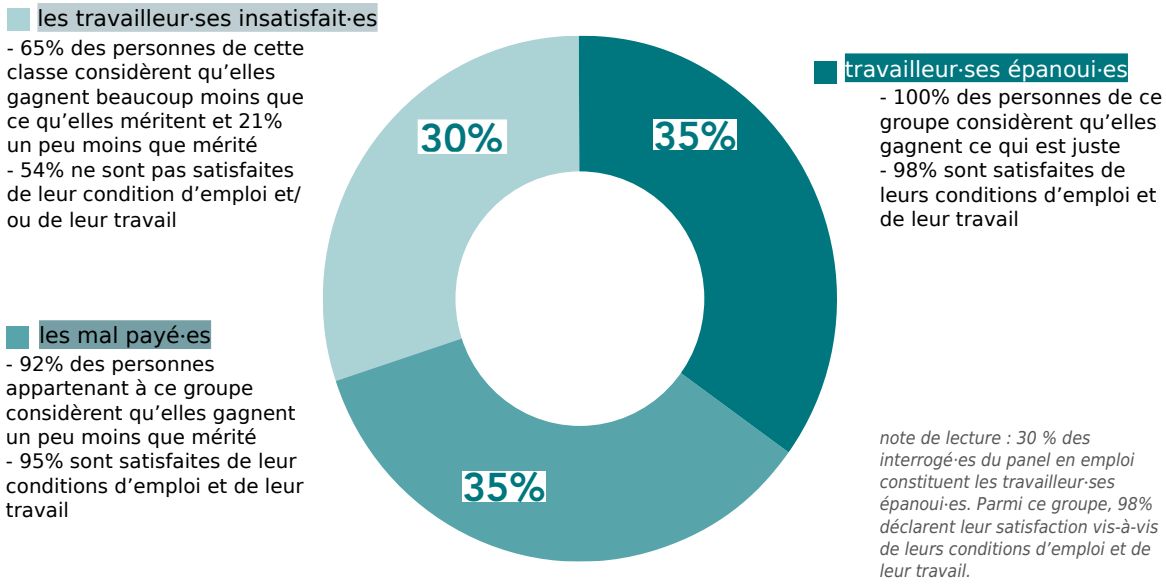
DONNÉES LOCALES

L'enquête IBEST 2018 [1] indique que **parmi les habitants de Grenoble-Alpes Métropole, seuls 35 % peuvent être qualifiés de « travailleurs épanouis »** (satisfaits de de leur rémunération et de leurs conditions d'emplois).

Elle souligne aussi que les 30 % de « travailleurs insatisfaits » tant vis-à-vis de leur rémunération que de leurs conditions de travail ou d'emploi, **sont plus exposés à la précarité financière et au stress dans leur vie quotidienne**.

LES PROFILS

Les trois profils IBEST de la dimension travail et emploi



note de lecture : 30 % des interrogé·es du panel en emploi constituent les travailleur·ses épanoui·es. Parmi ce groupe, 98% déclarent leur satisfaction vis-à-vis de leurs conditions d'emploi et de leur travail.

DONNÉES NATIONALES

Certains métiers sont particulièrement exposés au « mal emploi » (emplois salariés ou indépendants – autoentrepreneurs - peu rémunérés, précaires ou en temps partiel subi, souvent assorti de conditions de travail difficiles). **On constate plus largement une dualisation croissante du marché du travail entre des travailleurs « protégés »** (relative stabilité de l'emploi, rémunérations correctes…) **et des travailleurs « précarisés »** [2].

Par ailleurs, diverses enquêtes sociologiques ou sondages soulignent qu'un nombre croissant de salariés ne perçoivent pas le sens ou l'utilité de leur travail (18 % des salariés français en 2019) [3] ou ont le sentiment que leur travail est néfaste pour la société / la planète ou en inadéquation avec leurs valeurs, ce qui peut favoriser les reconversions professionnelles. On note ainsi un développement des réorientations de diplômés vers des métiers artisanaux et agricoles [4]. **Le poids élevé des ingénieurs et des cadres pourrait rendre l'aire grenobloise plus sensible à cette tendance que d'autres territoires.**

Toutefois, l'idée d'une « grande démission des salariés » en recherche de sens ou de meilleures conditions de travail est à relativiser. À l'échelle nationale (mais aussi dans d'autres pays comme les Etats Unis), **le taux de démission est très corrélé à la situation du marché de l'emploi** : élevé pendant les périodes de chômage faible (où la mobilité professionnelle est facilitée), bas pendant les périodes de chômage élevé. **Ainsi, le taux de démission est en hausse depuis 2015 mais n'a pas encore rejoint – début 2022 - celui observé avant la crise financière de 2008.** Par ailleurs, le taux d'emploi des 15-64 ans augmente dans toutes les tranches d'âge et la plupart des personnes qui démissionnent retrouvent rapidement un emploi [5].

LA PRESSE EN PARLE

Aucun article identifié à ce jour sur cette thématique dans la presse locale

DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Les études prospectives sur l'évolution du travail soulignent que la recherche de sens et d'adéquation entre son travail et ses valeurs personnelles constitue une tendance émergente, et que la dualisation croissante du marché du travail entre des actifs « protégés » et des actifs « précarisés » est une tendance lourde en place depuis de nombreuses années. [2]

DES INTERACTIONS AVEC D'AUTRES RISQUES

La faiblesse actuelle du taux de chômage dans l'aire grenobloise et **les difficultés de recrutement (C4)** rencontrées par de nombreuses entreprises ou secteurs d'activité créent un contexte favorable aux reconversions et changements de trajectoire professionnelle. A contrario, **la persistance de situations de chômage de longue durée et de difficultés d'insertion professionnelle (E4)** peut alimenter la dualisation du marché de l'emploi.

SOURCES

[1] Résultats de l'enquête IBEST 2018 à télécharger sur le site de l'OBS'y, www.obsy.fr - Fiche « travail et emploi » www.obsy.fr.

[2] Grand Lyon, *Ressources humaines, Mon travail et nous, 60 tendances pour questionner les exigences de l'organisation et les besoins d'harmonie au travail, 2021*, www.millenaire3.com. Fiche « Quand le mal-emploi clive la société entre « les précaires et les stables ».

[3] Idem, fiche « Une quête de sens au travail qui interpelle l'employeur ».

[4] Idem, fiche « Vers un retour en grâce des métiers manuels et de leur socle de valeurs ».

[5] Adrien Lagouge Ismaël Ramajo Victor Barry (DARES), *La France vit-elle une «Grande démission» ?* octobre 2022 www.dares.travail-emploi.gouv.fr.

RARRe

44 RISQUES ET FRAGILITÉS SYSTÉMIQUES DANS L'AIRE GRENOBLOISE

C4 DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT POUVANT ÊTRE ACCRUES PAR UNE BAISSE DE LA POPULATION ACTIVE



Illustration : Lou Herrmann

EN BREF

Risque déjà là, susceptible de s'aggraver dans le futur.

AUJOURD'HUI

De nombreuses difficultés de recrutement sont observées dans l'aire grenobloise. Dans l'enquête « besoins de main d'œuvre 2023 », les employeurs de l'aire grenobloise déclarent que plus de la moitié de leurs projets de recrutement non saisonniers se heurtent à des difficultés, cette proportion atteignant 60 % dans l'industrie et 70 % dans la construction. Par ailleurs, de nombreux métiers – qualifiés ou non - sont en tension localement, des ingénieurs informaticiens aux assistants maternels en passant par les comptables.

DEMAIN

[les -] Les prospectives nationales à horizon 2030 tablent sur la persistance ou l'aggravation des difficultés de recrutement dans de nombreux métiers en raison notamment d'un nombre élevé de départs à la retraite. Certains de ces métiers en tension sont au cœur des moteurs économiques de l'aire grenobloise (ex. ingénieurs de l'informatique et de l'industrie), d'autres sont essentiels pour la réponse aux besoins sociaux (métiers du care, enseignants...).

NIVEAU DE CONNAISSANCE LOCALE SUR LA SITUATION ACTUELLE ET FUTURE

0 — 6 — 10

Les données de Pôle Emploi (enquête annuelle besoins de main d'œuvre, suivi des déséquilibres offre / demande d'emplois par secteur) permettent d'avoir une bonne connaissance locale des métiers en tension. Le RARRe n'a cependant pas identifié d'études prospectives locales sur ce sujet. La création annoncée d'un observatoire des métiers et des formations dans le cadre du Pacte Économique Local Grenoble-Alpes permettra d'améliorer le niveau de connaissance de ces sujets.

DES MANIFESTATIONS LOCALES DÉJÀ PRÉSENTES

Selon la dernière enquête Besoin en main d'œuvre de Pôle Emploi [2], **la moitié des recrutements non saisonniers est jugée difficile à réaliser par les employeurs de l'aire grenobloise en 2023**, plus spécifiquement six sur dix dans l'industrie et sept sur dix dans la construction [1].

Cette enquête mais aussi la presse locale [3] **relaient de nombreuses difficultés de recrutement dans un large éventail de secteurs de l'aire grenobloise :** personnels saisonniers, hôtellerie-restauration, tourisme, transports (chauffeurs de bus), aide à la personne, animation socio-culturelle, santé (infirmiers, aides-soignants…), bâtiment et travaux publics, ingénieurs, informatique… **Pôle Emploi identifie par ailleurs les métiers où le nombre d'offres d'emploi dépasse largement les demandes** [4]. Début 2023, à l'échelle du territoire englobant Grenoble-Alpes Métropole, la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais et la Communauté de communes Le Grésivaudan, les métiers les plus en tension sont (par ordre décroissant) dans les secteurs de la comptabilité ; des études et du développement informatique ; de l'assistance aux enfants ; de l'assistance aux adultes ; de l'assistanat commercial ; de l'audit et le contrôle comptable et financier ; du management et de l'ingénierie d'études ou de R&D industrielle ; dans l'ingénierie et les études dans le BTP ; dans le magasinage et la préparation de commandes et les services domestiques. **Les métiers de la fonction publique n'échappent pas à ces difficultés de recrutement** qui peuvent aussi bien concerner les collectivités territoriales que la fonction publique hospitalière ou la fonction publique d'État (enseignants, policiers, gendarmes…).

Ces tensions sur le recrutement sont constatées à l'échelle nationale et traduisent aussi les premiers effets du vieillissement de la population (départ à la retraite des classes d'âge du baby-boom). **Localement, elles sont accentuées par la faiblesse du taux de chômage mais aussi les tensions sur les marchés du logement** (qui freinent les déménagements). Il y a enfin et surtout des causes propres à chacun des métiers en tension. De façon générale, **pour les métiers les plus qualifiés**, ces tensions s'expliquent notamment par un manque local de main d'œuvre et une inadéquation entre les compétences requises par l'employeur et celles dont disposent les demandeurs d'emploi. **Pour les métiers les moins qualifiés**, les tensions sont avant tout liées aux (mauvaises) conditions de travail (dont les horaires fragmentés ou atypiques), à la précarité de l'emploi, à l'inadéquation géographique entre l'offre et la demande d'emploi au sein du territoire et aux rémunérations trop faibles [3, 4]. **Pour la fonction publique**, les conditions de travail et de rémunération peuvent être un frein.

LA PRESSE EN PARLE

La presse relaie régulièrement les difficultés de recrutement observées dans différents secteurs de l'économie locale ou à l'échelle nationale. Elle en souligne les impacts sur l'économie locale et la vie quotidienne des habitants (affectée par les difficultés de recrutement dans la fonction publique / les services publics, les transports…).

DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION

Le RARRe n'a pas identifié d'études prospectives locales sur l'évolution des métiers en tension et des besoins de main d'œuvre. Toutefois, **le Pacte économique local Grenoble-Alpes prévoit la mise en place d'un observatoire des métiers et des formations** qui pourrait se saisir de cette question [5].

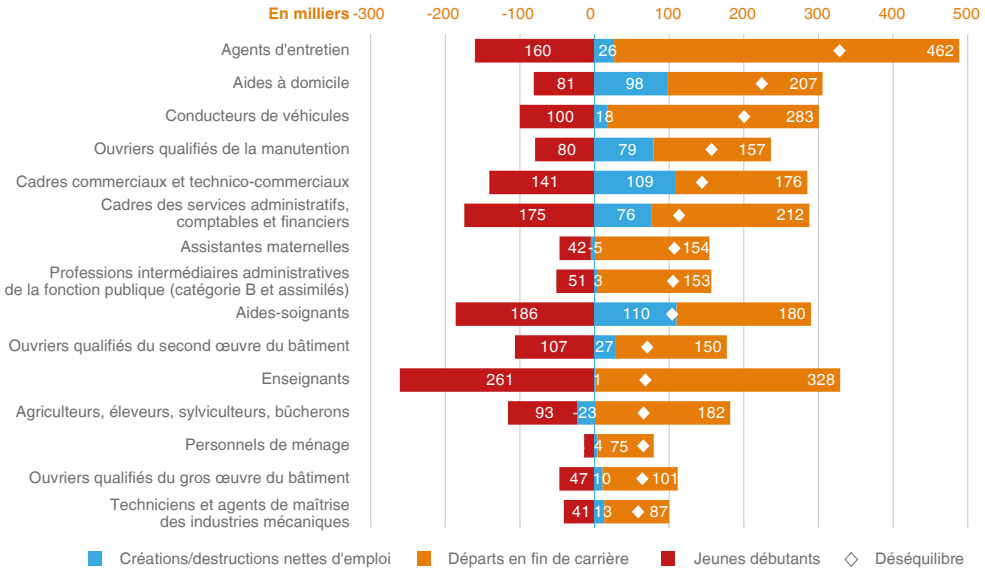
Une prospective nationale des métiers 2030 a été réalisée en 2022 [6] à partir du croisement entre les évolutions socio-démographiques (départs à la retraite, nombre et formation des actifs entrant sur le marché du travail, évolutions du solde migratoire, du taux d'activité et du taux de chômage) et économiques (évolutions prévisibles de l'activité économique selon les secteurs).

L'étude pointe également **certains métiers où les difficultés de recrutement pourraient s'aggraver. On y retrouve un certain nombre de métiers déjà en tension dans l'aire grenobloise**, qu'ils soient qualifiés (ingénieurs en informatique, ingénieurs et cadres de l'industrie, du bâtiment ou des travaux publics…) ou non (manutention, personnel d'entretien et de ménage, ouvriers du BTP, aides à domicile, assistants maternels…). À noter que ces projections sont marquées par de fortes incertitudes, dont le rythme et l'ambition de mise en œuvre de la transition vers une économie « bas carbone » qui pourrait induire une forte augmentation des besoins – et des tensions – dans le secteur du bâtiment et travaux publics.

DES INTERACTIONS AVEC D'AUTRES RISQUES

Les métiers en tension actuellement et potentiellement à l'horizon 2030 impactent à la fois certains secteurs phares de l'économie locale (informatique, industrie, recherche) ce qui pourrait les mettre en difficulté (cf. risque C1) mais aussi de nombreux secteurs d'activité liés au « care » (soin, prise en charge des personnes vulnérables) et aux différents services publics essentiels (ex. enseignants, petite enfance…), aggravant de nombreux risques relevant de la famille E (capacité de réponse aux besoins sociaux).

Figure D – Les métiers où les déséquilibres potentiels sont les plus importants (positifs) en valeur absolue dans le scénario de référence entre 2019 et 2030



Champ : France métropolitaine.

Lecture : entre 2019 et 2030, chez les ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment, le déséquilibre potentiel entre les 177 000 besoins de recrutement (soit 150 000 départs en fin de carrière plus 27 000 créations nettes d'emploi) et le nombre de jeunes débutants (107 000) serait de 70 000. Quatre recrutements sur dix (40 %) pourraient être difficiles, les besoins n'étant que partiellement couverts par les jeunes débutants.

Source : projections France Stratégie/Dares ; Psar *Emploi-population* (Insee), recensement de population 2015 - exploitation complémentaire, enquêtes *Emploi en continu* 2003-2016, modèle Destinie 2 ; projections de métiers France Stratégie/Dares ; enquête FQP, projections France Stratégie/Dares ; enquêtes *Génération* du Céreq 2013 et 2016 et projections de sortants du système éducatif entre 2016 et 2027 (Depp)

SOURCES

[1] Grenoble Alpes, *Conjoncture économique région Grenoble-Alpes*, N°5 – juin 2023, www.investingrenoblealpes.com.

[2] Pôle Emploi, enquête besoin de main d'œuvre 2023, résultats à l'échelle de la région de Grenoble (périmètre équivalent à l'aire grenobloise), consultables ici : statistiques.pole-emploi.org « *Chaque année, Pôle emploi adresse un questionnaire aux établissements afin de connaître leurs besoins en recrutement par secteur d'activité et par bassin d'emploi. Cette enquête (...) permet entre autres d'anticiper les difficultés de recrutement ; d'améliorer l'orientation des demandeurs d'emploi vers des formations ou des métiers en adéquation avec les besoins du marché du travail (...)* » (statistiques.pole-emploi.org).

[3] Pourquoi ces métiers sont en tension dans nos régions, *Le Dauphiné Libéré*, 02 décembre 2022.

[4] Données consultables à la maille régionale, départementale et EPCI sur dataemploi.pole-emploi.fr.

[5] Pacte économique local Grenoble Alpes, actions collectives, les observatoires, www.pacteeconomiquelocal.fr.

[6] DARES / France Stratégie, Métiers 2030, *rapport du groupe prospective des métiers et qualifications*, résumé, août 2022, www.strategie.gouv.fr.

44 RISQUES ET FRAGILITÉS SYSTÉMIQUES DANS L'AIRE GRENOBLOISE

SOMMES-NOUS PRÊTS À FAIRE FACE ?

En savoir plus : www.aurg.fr / l'Atelier des Futurs